



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Politiques sportives

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Nicole MARIN-KHOURY, Mikel SEBLIN

Politiques sportives - Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Locaux destinés à une occupation commerciale - Attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

La Piscine Olympique d'Antigone, située avenue Jacques-Cartier à Montpellier est un équipement sportif inauguré en 1996 d'une superficie de 10 000 m² qui accueille des compétitions nationales, européennes et internationales.

Ce bâtiment de verre et de métal conçu par Ricardo Bofill comprend un bassin olympique (« Vénus ») entouré de gradins d'une capacité d'environ deux mille spectateurs, un bassin de loisirs (« Aphrodite ») couvert par un toit mobile, un gymnase (« Olympie ») de 850 m² pour la pratique des sports collectifs, et plus de 1 000 m² d'espaces exploitables.

Cette propriété appartient au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Piscine Olympique d'Antigone comprend notamment des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 850 m².

En vue de valoriser ces locaux, la délibération n° 7740 en date du 23 juillet 2007 a autorisé la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation d'un club de fitness dénommé « Vit'Halles » avec la société L'Essentiel. En outre, la délibération n° 7850 en date du 2 octobre 2007 a autorisé la signature d'un avenant de prolongation de cette convention. Conclue le 30 août 2007 pour une durée initiale de 8 ans, la convention d'occupation a ainsi été prolongée jusqu'au 31 août 2022.

Aux termes d'un courrier daté du 6 août 2020 et signifié le 10 août 2020, Montpellier Méditerranée Métropole n'a eu d'autre choix que de constater la résiliation pour faute de la convention d'occupation conclue avec la société L'Essentiel.

Rappel de la procédure :

Conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, « sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 21 août 2020 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative aux locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 850 m².

Conforme à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics dématérialisés et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 11 septembre 2020.

Plusieurs candidats ont remis leur dossier de candidature dans les délais prescrits.

La date de prise d'effet de la convention d'occupation du domaine public est fixée à compter de sa signature par les parties. La durée d'exécution de ladite convention est donc de huit ans.

Choix du candidat :

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude des propositions présentées par les candidats a été effectuée. L'offre de la société ABCLM FITNESS (enseigne TRAINING GO) représentée par M. Aurélien BOZEC, agissant en qualité de Président, est la première du classement opéré dans ce cadre.

Caractéristiques de la future convention :

L'objet de la convention est d'autoriser le bénéficiaire, en contrepartie d'une redevance, à occuper ces locaux en proposant des activités visant l'optimisation et l'amélioration des performances physiques ainsi que le développement du bien-être et de la vitalité pour les athlètes comme pour tous les amateurs de la pratique sportive. Il pourra également développer une activité accessoire de réception et de conférences.

La redevance annuelle proposée par la société ABCLM FITNESS comprend une part fixe qui s'élève à 130 000,00 € H.T., et une part variable correspondant à 2 % du chiffre d'affaires H.T. réalisé par la société.

De surcroît, cette convention prévoit que seront à la charge de l'occupant la fourniture des matériels, l'équipement, la maintenance et l'entretien des locaux.

En sus des charges individualisables et de la redevance, l'occupant acquittera une quote-part des charges communes non individualisables au prorata de la surface occupée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le choix de la société ABCLM FITNESS en tant qu'occupant temporaire du domaine public des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 850 m² sis 195, avenue Jacques Cartier, à Montpellier ;
- d'approuver le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public à conclure avec la société ABCLM FITNESS ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145381-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT2020POA1___Projet_de_convention vdef-.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.